



**PLAN D'AFFECTATION COMMUNAL**  
**Séance de conciliation – Procès-verbal**

<b>Lieu</b>	Administration communale, Cully	<b>Date</b>	22.05.2025	<b>Heure</b>	09h00
<b>Sujet</b>	Plantation, nature				

	<b>Présences</b>
Commune de Bourg-en-Lavaux	M. Jean-Yves Cavin, Municipal Mme Nadine Schmied, Cheffe de service Mme Sorya Cornet
Bureau GEA	Mme Florence Rey, Géographe-Urbaniste
Opposant.e.s	Pro Natura, représentée par MM Gérald Corthesy et Kevin McMillian, opposition n°22

<b>Intervenant.e.s</b>	<b>Griefs des opposant.e.s</b>
<i>Pro Natura</i>	Ajout de zone de verdure et ajouts au règlement

<b>Intervenant.e.s</b>	<b>Discussion</b>
<i>M. Cavin</i>	M. Cavin rappelle le cadre réglementaire et légal dans lequel la révision du PACom prend place et les objectifs de la séance.
<i>Mme Schmied</i>	<p>Mme Schmied explique que les parcelles citées à Cully (à l'ouest du bourg) sont affectées à la zone de très faible densité et font partie du périmètre de centre. La commune n'étant pas surdimensionnée en périmètre de centre, l'intérêt n'est pas suffisant pour justifier un dézonage. Certaines parcelles font déjà l'objet d'une protection patrimoniale y compris pour leur jardin (ex. jardin ICOMOS). Les indices de construction ont été limités, notamment pour ce qui concerne les constructions souterraines. L'espace réservé aux eaux est également une mesure de protection.</p> <p>Les parcelles citées à Riex ne possèdent pas de périmètre d'implantation pour de nouvelles constructions. Selon l'art. 67 du RPACom, les constructions nouvelles ne peuvent s'installer que dans les périmètres d'implantation. L'état actuel non bâti de ces parcelles est garanti et une transition végétalisée entre tissu bâti et vignoble est assurée.</p>
<i>Mme Rey</i>	Mme Rey complète en informant qu'une réflexion a été faite pour l'ensemble du bord des rives du lac afin d'avoir une meilleure cohérence concernant l'aménagement du territoire tout en garantissant une équité de traitement sur ce secteur.
<i>M. Cavin</i>	M. Cavin explique que selon les fiches de calcul du Canton pour le dézonage, Cully a été défini comme la zone de centralité de la Commune et doit être densifié. Les parcelles situées dans cette zone de centralité ne peuvent pas être dézonées.
<i>Mme Rey</i>	Mme Rey précise que les aménagements extérieurs en zone centrale sont régis par l'art. 77.





- Mme Schmied* Mme Schmied en vient au point concernant les articles spécifiques du nouveau règlement.
- Article 20 – Plantations : La proposition d'alinéa à ajouter n'est pas un point explicite à rajouter car figure dans le règlement des arbres. Concernant les lauriers, des actions sont proposées aux propriétaires par la Commune pour les supprimer.
- Mme Rey* Mme Rey rajoute que les al. 3 et 4 sont plus un rappel juridique concernant les plantes exotiques.
- Mme Schmied* Article 21 – Aménagements extérieurs : Mme Schmied considère que le 1<sup>er</sup> alinéa proposé est trop spécifique. Pour le 2<sup>ème</sup>, tout est déjà spécifié dans l'article 22 – Clôtures et murs nouveaux.
- Article 15 – Protection de la faune et la flore indigène : Les zones réfléchissantes sont limitées au 50% de la surface de la façade. Les garde-corps non réfléchissants sont demandés.
- M. McMillian* M. McMillian demande si l'alinéa proposé en plus pour l'article 15 peut être ajouté.
- M. Cavin* M. Cavin propose d'évaluer la demande par rapport aux autres modifications qui pourraient être apportées. Si l'alinéa n'est pas ajouté au règlement, il pourrait figurer dans le texte du préavis.
- M. Cavin explique que le procès-verbal de la séance sera transmis aux opposant.e.s avec un délai pour indiquer s'ils maintiennent ou retirent leur opposition. La Municipalité remettra ensuite un préavis portant sur l'adoption du PACom et les propositions de réponses aux oppositions maintenues au Conseil communal pour adoption. Puis, le dossier sera transmis au Canton pour approbation.
- Fin de la séance à 9h40

<b>Distribution</b>
---------------------

A la Municipalité et aux opposant.e.s.

Les remarques éventuelles sur le contenu du présent procès-verbal sont à transmettre par écrit au service urbanisme et durabilité dans un délai de 10 jours dès la réception du présent procès-verbal.

Procès-verbal établi à Cully, le 18.06.2025.